

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

ARRÊTÉ

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

Arrêté de mise en demeure

**International Paper Emballages Laurent
ZI Nord – BP 78
71103 CHALON SUR SAONE Cedex**

**LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

N° 09 - 01692

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1995 autorisant la société International Paper Emballages Laurent à exploiter un établissement de fabrication et de transformation de cartons sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2005 caractérisant les rejets d'eau,

Considérant les résultats d'autosurveillance de la qualité des rejets d'eaux résiduelles de l'exploitation,

Considérant que l'examen de ces résultats met en évidence des dépassements importants des valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2005, pour les paramètres : débit, DCO, MES, Fer+aluminium, et cuivre total,

Considérant que le non respect des prescriptions réglementaires entraînent des risques pour l'environnement, notamment des risques pour le milieu récepteur des rejets,

VU le rapport de constatations de l'inspecteur des installations classées du 15 avril 2009,

VU l'avis de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 15 avril 2009,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE**ARTICLE 1er :**

La société International Paper Emballages Laurent, dont le siège social est situé ZI Nord – BP 78 - 71103 Chalon-sur-Saône Cedex, est mise en demeure de respecter les valeurs limites de rejets définies à l'article 3-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2005 pour les paramètres débit, DCO, MES, Fer + aluminium et cuivre, sous un délai de deux mois, pour son établissement situé à la même adresse.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er}, il pourra être fait application des procédures prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon sur Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le sous-préfet de CHALON-sur-SAONE,
- M. le maire de CHALON-sur-SAONE,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15/17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- M. l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines - inspecteur des installations classées, 206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

Mâcon, le 23 AVR. 2009

LE PREFET
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Marie-Françoise LECAILLON